

L'expansion de nos ventes sur ce marché témoigne des profonds changements économiques en cours. En 1966 elles ont atteint 100 millions de dollars, soit le plus haut niveau jamais touché. L'an dernier, nos exportations de bon nombre de produits ont augmenté, notamment les exportations de viande, de sardines et de hareng en boîtes, de tabac, de machines, de produits en acier, de matériel électrique, de machines à extraction et de produits pharmaceutiques.

Le Canada obtient une proportion importante du marché d'importation des Antilles; en 1966, notre part s'est élevée à quelque 10p. 100. Elle avait diminué au cours des dernières années mais cette tendance à la baisse a été renversée. Notre commerce s'est beaucoup amélioré aujourd'hui et je suis convaincu que nous pouvons continuer dans cette voie.

Il est également avantageux pour nous que les Antilles puissent vendre leurs produits au Canada. Nous sommes un important débouché pour leurs produits. En effet, nous achetons le tiers des exportations de la Guyane, le cinquième de celles de la Jamaïque et le dixième de celles de la Barbade. La plus grande partie de ces achats est formée de sucre, de bauxite et d'alumine. Cependant, nos importations ont été beaucoup plus variées pendant les récentes années et ont compris des produits nouveaux, notamment des jus de fruits, du cacao, des huiles essentielles, des boissons et même des produits ouvrés comme des vêtements et des articles de sport.

Le renforcement et le développement de ces liens sont une priorité capitale pour notre commerce, priorité qui, je le sais, est largement soutenue par tous les Canadiens. La Conférence des premiers ministres qui a eu lieu à Ottawa en juillet dernier a apporté une importante contribution à cet objectif.

Nous comptons sur une mise à jour de l'Accord commercial de 1925 pour faciliter l'expansion des échanges dans les deux sens. Nous envisageons l'accroissement de la coopération canadienne avec l'économie des Antilles britanniques et de sa participation à leur développement. Notre programme d'aide a été augmenté substantiellement. L'aide du Canada à cette région dépasse maintenant celle accordée à toutes les autres contrées, par tête d'habitant. Un montant appréciable de capitaux canadiens privés est déjà investi aux Antilles britanniques et je ne crois pas que les autorités locales aient des objections excessives contre l'importation de capitaux étrangers.

Nous avons convenu de continuer les travaux de la Conférence par un examen plus approfondi d'un certain nombre d'aspects spécifiques de nos échanges et de nos relations d'ordre économique. A cet égard une étude conjointe est en cours sur le transport maritime. Si nous voulons que le commerce entre le Canada et les Antilles britanniques croisse et prospère, il est essentiel que nous disposions de services de transport adéquats et de frets concurrentiels.

En matière d'exportation, nous devons affronter les problèmes que posera aux exportateurs canadiens l'adaptation aux programmes de développement industriel et aux besoins d'importation en évolution des Antilles britanniques. Quant à nos importations en provenance de cette région, une attention spéciale est donnée à la possibilité de ranimer le commerce des bananes. Les importateurs canadiens semblent favorables à l'idée de couvrir une partie des besoins canadiens par des importations des Antilles britanniques. Il est clair, cependant,